



COMMUNIQUE DE PRESSE

Alors que le Président de la République et les ministres successifs de l'Éducation Nationale affirment que la lutte contre les inégalités sociales est une priorité et que l'école est un lieu privilégié d'éducation à la citoyenneté, les services sociaux, qualifiés pour y participer, sont encore fragilisés par les politiques mises en œuvre.

En effet, dans le cadre des chantiers métiers débutés au 3 février 2014, la circulaire des missions des Assistants de service social de l'Éducation Nationale est encore en ré-écriture

Elle prévoit l'intervention des Assistants de service social dans les écoles du premier degré SANS CREATION DE MOYENS SUPPLEMENTAIRES NECESSAIRES DEDIES.

Il nous paraît légitime d'intervenir le plus tôt auprès des élèves mais pour cela il faut des personnels en quantité suffisante pour exercer un véritable travail de prévention.

Les organisations syndicales signataires, le SNASEN UNSA, la CGT EducAction, la FNEC-FP FO, le SNUASFP FSU, Sud Education n'ont de cesse de marteler lors des groupes de travail l'impossibilité d'intervenir dans ces écoles sans des moyens dévolus et sans réflexion sur le travail social à y développer.

Redéployer le service social scolaire ne fait que dissoudre les forces des équipes pluri professionnelles déjà mises à mal dans les établissements scolaire du secondaire. Et cela ne permet pas d'apporter un accompagnement social de qualité aux élèves et aux familles en difficultés sociales, familiales et éducatives dans le premier degré.

Dans le contexte actuel, il apparaît urgent d'assurer les moyens de la prévention éducative et sociale auprès des enfants inscrits à l'école de la République.

Dans un dialogue de sourd, les interlocuteurs ministériels refusent de mettre en adéquation les volontés politiques affichées et les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

Nous ne pouvons souscrire au projet de rénovation des missions tant que le ministère n'ouvrira pas la discussion sur les nécessaires créations de postes.

Nous nous interrogeons sur la volonté réelle de ce gouvernement de changer la politique sociale et éducative en faveur des élèves.

Nous dénonçons par ailleurs que les autres services sociaux (personnels, étudiants) qui contribuent également à la politique de lutte contre les exclusions et de promotion de la citoyenneté restent exclus des débats de ce groupe métiers en termes de missions et de moyens

Nous demandons une audience en urgence à Madame La Ministre et appelons nos collègues et l'ensemble du système éducatif à se mobiliser dès maintenant pour obtenir les moyens dont les services sociaux de l'Éducation nationale ont besoin.